

Dans une semaine la rentrée: baptême du feu pour le nouveau ministre de l'Education

Paris, 29 août 2017 (AFP) -

Le nouveau ministre de l'Education présente mardi la première rentrée scolaire du quinquennat Macron: il détaillera les principaux changements attendus pour les 12,8 millions d'élèves et les 884.000 enseignants, dont certains s'inquiètent déjà d'un nouvel empilement de réformes.

Depuis son installation rue de Grenelle, Jean-Michel Blanquer a multiplié annonces et sorties médiatiques, se voyant souvent accusé de "détricoter" l'héritage Hollande. S'il a donné une série d'entretiens avant la rentrée du 4 septembre, cette conférence de presse est le rituel qui donne le coup d'envoi de l'année scolaire.

Les deux principaux changements concrets qui se mettront en place dès septembre sont une forte réduction du nombre d'élèves (à une douzaine) dans les CP des quartiers très défavorisés (REP+) et un retour à la semaine de quatre jours pour un tiers des écoles.

Le dédoublement des classes de CP en REP+, promesse de campagne d'Emmanuel Macron, sera effectif dans 85% des classes. Pour les 15% restantes, il y aura "deux maîtres" dans la salle de cours. Le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+ s'étalera sur trois ans, jusqu'en 2019, soit un an de plus que prévu.

Enseignante à Dreux (Eure-et-Loir), Claire Giffard, rentrée tout juste de congé maternité, sera directement concernée, avec sa classe de CP et ses 13 élèves. "Chaque année, je suis stressée avant la rentrée, mais cette année peut-être encore davantage", confie-t-elle à l'AFP. Car la pression pour apprendre à lire à ses élèves sera d'autant plus forte que les effectifs de sa classe ont été réduits, explique-t-elle.

Pour mettre en oeuvre la mesure, le gouvernement puisera dans le vivier des enseignants du dispositif "Plus de maîtres que de classes", qui consiste à affecter un enseignant supplémentaire dans une école.

Le premier syndicat des enseignants en école primaire, le SNUipp-FSU, s'étonne de la réduction de ce dispositif, "plébiscité par les enseignants" et qui "allait être évalué en 2019".

Le syndicat a d'ailleurs lancé lundi "un avertissement" au ministre, estimant que "la confiance", dont il parle souvent, a déjà été "entachée".

- Emplois aidés en baisse -

Parmi les autres sujets qui fâchent: la baisse des emplois aidés. Le gouvernement prévoit une enveloppe de 310.000 contrats aidés en 2017 contre 459.000 signés en 2016 et une nouvelle baisse en 2018. Or l'Education nationale y a largement recours. Le SNUipp chiffre à 23.000 le nombre d'emplois aidés supprimés dans l'Education.

Conséquence de cette baisse, à La Réunion, la rentrée scolaire a été décalée de cinq jours dans la plupart des communes. Une petite commune du Calvados, Valorbiquet, veut aussi repousser la rentrée d'une semaine.

L'Association des maires de France a dénoncé cette baisse "sans préavis" des emplois aidés, et demandé "solennellement" au gouvernement d'assurer une rentrée dans de "bonnes conditions".

Dans les établissements scolaires, les postes dédiés à l'accueil des enfants en situation de handicap seront maintenus et même augmentés, a promis le ministre.

La nouveauté de la rentrée, c'est aussi, pour un tiers des écoles primaires, un retour à la semaine de quatre jours, revenant ainsi sur les quatre jours et demi instaurés sous François Hollande.

Sur ce sujet qui avait donné lieu à d'âpres polémiques, la rue de Grenelle évoque "la liberté nouvelle" dont se sont emparées les communes, alors que des spécialistes de l'enfance déplorent que l'intérêt des enfants passe après celui des adultes.

Une concertation pour revoir plus largement le calendrier scolaire et la durée des vacances sera ouverte "dans les deux mois qui viennent", selon M. Blanquer.

Dès cette rentrée, les collèges pourront rétablir les options de langues anciennes, développer les classes bilingues et les sections européennes, dont seule une partie avait subsisté avec la réforme du collège mise en oeuvre il y a un an.



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 29 août 2017 - Edition Fil Gen

"L'Education nationale a été définie comme une priorité", insiste Jean-Michel Blanquer, qui défend sa "hausse du budget".

"Contrairement au discours du ministre, ce gouvernement n'a créé aucun poste", a répliqué Francette Popineau, du SNUipp-FSU.

ito/fmp/tmo/dar

Afp le 29 août 17 à 04 00.